



François BORELLA

Professeur à la Faculté de Droit et
des sciences économiques de Nancy
Ancien président national de l'UNEF

Né à Nancy - 36 ans
Marié - Cinq enfants



Jean LEBLANC

Ouvrier métallurgiste - Outilleur
Militant syndical
Né à Neuves-Maisons - 34 ans



ELECTIONS LEGISLATIVES DU 23 JUIN 1968 — 2^e CIRCONSCRIPTION

Electrices, Electeurs,

Vous allez choisir votre représentant à l'Assemblée Nationale.

C'est l'action des travailleurs de ce pays, de tous les travailleurs, ouvriers, paysans, étudiants, intellectuels, cadres, qui a contraint le gouvernement à vous donner à nouveau la parole.

C'est une grande victoire de notre peuple, c'est votre victoire. Vous n'accepterez pas qu'on vous la vole.

La crise qui secoue notre pays est la conséquence de vos difficultés, de votre angoisse, de votre indignation devant des décisions dont vous supportez les conséquences néfastes, sans savoir qui les prend ni comment.

Il faut en finir avec le règne de l'autoritarisme et de l'inconditionnalité dans tous les domaines. Le bilan est lourd après dix ans de gouvernement d'un homme qui n'a pas su partir à temps, et qui veut vous précipiter dans la guerre civile pour s'accrocher au pouvoir.

Etre libre aujourd'hui, c'est participer aux décisions

Avec Pierre Mendès-France, député PSU, nous pensons que « la crise présente n'est pas seulement politique. Elle met en cause tout un régime de vie. La contestation ne porte pas seulement sur des hommes ou des institutions. Elle exprime la volonté de millions de Français de ne plus être considérés comme des sujets dans une société dure, inhumaine, conservatrice des privilèges, mais de jouer pleinement leur rôle dans une société qui soit la leur ».

Nous refusons cette société fondée sur la puissance de l'argent et la tyrannie du profit, qui écrase les travailleurs, qui exclut les faibles, les handicapés, les vieillards, en les priant d'aller mourir ailleurs.

Nous refusons la dictature bureaucratique et technocratique que plusieurs pays socialistes d'Europe (Tchécoslovaquie, Pologne, Roumanie,...) sont en train de contester aujourd'hui.

Il existe une voie nouvelle, celle de la démocratie et du socialisme

Il faut retenir des événements de mai l'affirmation de ce courant politique. **Le Parti Socialiste Unifié** en est l'expression. Il vous présente aujourd'hui des hommes et des femmes jeunes et responsables, qui militent en ce sens depuis des années. Ils sont au service d'un programme précis et se refusent à une démagogie stérile.

vous voterez pour

François BORELLA

Suppléant : **Jean LEBLANC**

COMITÉ DE SOUTIEN

Primo BASSO, professeur, Nancy ;
Jacques CHEREQUE, militant syndicaliste ;
Roland CLEMENT, libraire, producteur à l'ORTF, Nancy ;
Elisabeth COLIN, employée, Nancy ;
André HOREL, assistant Faculté des Sciences, Nancy ;
Jean GLOC, Nancy ;
Pierre LEYMARIE, ingénieur au CNRS, Nancy ;

Bernadette REMY, professeur, Nancy ;
Jean REMY, militant syndicaliste, Nancy ;
Jean ROUSSELET, maître-assist. Fac. des Lettres, Nancy ;
Jean TERCIER, dessinateur industriel ;
Marcel TILLARD, militant syndicaliste, Nancy ;
Georges AVELINE, directeur d'école, Chavigny ;
Pierre GAUZELIN, militant syndicaliste ;

Jean-Claude SCHAEFER, militant syndicaliste ;
P. GERARD, prof. au lycée de Beauregard-Nancy, Ludres ;
Evelyne DAUPHIN, institutrice, Méréville ;
Jacques GASTHALTER, militant syndicaliste, Dombasle ;
Mlle KAUFFMANN, professeur, Dombasle ;
Pierre NOSBONNE, militant syndicaliste, Dombasle ;
Mlle VANVAKI, professeur, Dombasle ;
Robert SOMMEILLE, militant syndicaliste, Varangéville ;

Annie VAIMBOIS, institutrice, Jarville ;
Pierre CHAILLY, cheminot, Jarville ;
Cécile GENIN, institutrice, Laneuveville ;
Bernard FRINGANT, militant syndicaliste, Tomblaine ;
A. RUFF, ancien conseiller municipal de Vandœuvre ;
Robert DUCROS, chercheur du CNRS, Vandœuvre ;
Aimé LEBEDEL, instituteur, Vandœuvre.

NOS OBJECTIFS

Aujourd'hui

vous êtes directement concernés par les licenciements, par l'orientation et la scolarisation de vos enfants, par la commercialisation des produits agricoles, par la sécurité sociale, par l'aménagement des villes et des campagnes, par la politique de l'habitat, etc...

Et pourtant, qui prend les décisions ? Comment êtes-vous informés ?

Etes-vous consultés ? **NON**

C'est cela que vous ne voulez plus.

Avec le P. S. U. vous construirez :

La démocratie politique, ce qui exige :

- un fonctionnement normal du Parlement.
- la mise en place dans un cadre nouveau d'assemblées locales élues et responsables disposant de ressources suffisantes.
- le droit à l'information honnête et libre (statut de l'ORTF garantissant son objectivité et son indépendance — statut de la presse d'information trop souvent livrée aux puissances financières).

La démocratie économique, sans laquelle la démocratie politique ne signifie rien ; ce qui impose :

- l'intervention effective des syndicats et des organisations sociales et professionnelles dans la définition de la politique d'expansion économique du pays ;
- leur pouvoir de décision et de contrôle au sein des entreprises, des organismes de sécurité sociale, des offices d'H.L.M., etc...
- une planification démocratisée à l'échelon national et régional (création d'assemblées régionales économiques avec pouvoir de décision).
- la transformation du Marché Commun des grands capitalistes en une Communauté européenne élargie et dont la politique économique devra être concertée et planifiée avant toute décision sur la supra nationalité.

Une Université mise au service du peuple, formant des hommes libres et responsables, ce qui nécessite :

- un système scolaire permettant à chaque enfant de s'épanouir au maximum de ses possibilités quelle que soit son origine sociale, et aux jeunes de faire l'apprentissage de la solidarité, de la responsabilité et du sens critique.
- un enseignement supérieur dispensant une formation humaine et professionnelle et dont l'organisation assure aux étudiants le droit de gestion et de contestation.

La justice sociale. Elle signifie :

- une solidarité entre les jeunes et les personnes âgées, les malades, les handicapés, etc...
- le droit de toute personne aux soins, au logement, à des conditions de vie normales, au travail.
- un juste partage du revenu national et une meilleure répartition des revenus réels (réforme fiscale).

La paix et la solidarité internationale, qui reposent aujourd'hui sur le soutien politique et matériel aux peuples en lutte contre les dominations étrangères, l'impérialisme, la misère, le sous-développement, ce qui implique une politique étrangère fondée sur le neutralisme actif, l'ouverture de l'Europe, la paix par le renforcement des organisations internationales et la coopération avec le Tiers-Monde.

Vu : Le Candidat